



DIÁRIO DO GOVERNO

PREÇO DESTE NÚMERO — 1\$60

Toda a correspondência, quer oficial, quer relativa a anúncios e à assinatura do *Diário do Governo*, deve ser dirigida à Administração da Imprensa Nacional. As publicações literárias de que se recebem 2 exemplares anunciam-se gratuitamente.

ASSINATURAS			
As três séries . . .	Ano 360\$	Semestre	200\$
A 1.ª série	140\$	"	80\$
A 2.ª série	120\$	"	70\$
A 3.ª série	120\$	"	70\$

Para o estrangeiro e ultramar acresce o porte do correio

O preço dos anúncios (pagamento adiantado) é de 4\$50 a linha, acrescido do respectivo imposto do selo. Os anúncios a que se refere o § único do artigo 2.º do Decreto-Lei n.º 37 701, de 30 de Dezembro de 1949, têm a redução de 40 por cento.

SUMÁRIO

Ministério dos Negócios Estrangeiros:

Decreto-Lei n.º 40 123 — Aprova, para ratificação, a Convenção Internacional Fitossanitária, aprovada na Sexta Sessão da Conferência da Organização de Alimentação e Agricultura das Nações Unidas, reunida em Roma de 19 de Novembro a 7 de Dezembro de 1951.

MINISTÉRIO DOS NEGÓCIOS ESTRANGEIROS

Direcção-Geral dos Negócios Económicos e Consulares

Decreto-Lei n.º 40 123

Usando da faculdade conferida pela 2.ª parte do n.º 2.º do artigo 109.º da Constituição, o Governo decreta e eu promulgo, para valer como lei, o seguinte:

Artigo único. É aprovada, para ratificação, a Convenção Internacional Fitossanitária, aprovada na Sexta Sessão da Conferência da Organização de Alimentação e Agricultura das Nações Unidas, reunida em Roma de 19 de Novembro a 7 de Dezembro de 1951, e assinada pelo representante do Governo Português em 6 de Dezembro do mesmo ano, e cujos textos em francês e respectiva tradução são os seguintes:

Convention Internationale pour la Protection des Végétaux

Préambule

Les Parties Contractantes, reconnaissant l'utilité d'une coopération internationale dans la lutte contre les maladies et les ennemis des végétaux et des produits végétaux, et particulièrement contre l'introduction et la propagation de ces maladies et ennemis au-delà des frontières nationales, désireuses d'assurer une étroite coordination des mesures visant à ces fins, sont convenues de ce qui suit:

ARTICLE I

Objet et obligations

1. En vue d'assurer une action commune et efficace dans la lutte contre l'introduction et la propagation des maladies et ennemis des végétaux et produits végétaux et en vue de promouvoir l'adoption de mesures à cet effet, les Etats Contractants s'engagent à prendre les mesures législatives, techniques et réglementaires spécifiées dans la présente Convention et dans les accords complémentaires adoptés par les Etats Contractants en vertu de l'article III.

2. Chaque Etat Contractant s'engage à veiller, sur son territoire, à l'application des mesures prescrites par la présente Convention.

ARTICLE II

Champ d'application

1. Dans la présente Convention, le terme «végétaux» désigne les plantes vivantes et parties de plantes vivantes, y compris les semences dont les Etats Contractants jugent nécessaire de contrôler l'importation en vertu de l'article VI de la présente Convention ou de certifier l'état phyto-sanitaire en vertu de l'article IV, paragraphe 1, alinéa a), sous-alinéa iv), et de l'article V de la présente Convention; le terme «produits végétaux» désigne les produits non manufacturés et moulus d'origine végétale, y compris les semences non visées par la définition du terme «végétaux».

2. Les dispositions de la présente Convention peuvent également s'appliquer, si les Etats Contractants le jugent utile, aux entrepôts, récipients, moyens de transport, matériel d'emballage et autres matériaux de tout ordre accompagnant les plantes, tels que la terre, qui interviennent dans le transport international des végétaux et produits végétaux.

3. La présente Convention vise particulièrement les maladies et ennemis des végétaux qui présentent de l'importance dans le commerce international.

ARTICLE III

Accords complémentaires

1. Des accords complémentaires applicables à des régions particulières, à des maladies ou ennemis déterminés, à des végétaux et produits végétaux spécifiés ou à certains modes de transport international des végétaux et produits végétaux, ou des accords complémentaires tendant d'une autre manière à l'application des dispositions de la présente Convention, peuvent être élaborés par l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (désignée ci-après sous la dénomination de «FAO»), soit sur la recommandation d'un Etat Contractant, soit de sa propre initiative, afin de résoudre, en matière de protection des végétaux, des problèmes spéciaux réclamant une attention ou des solutions particulières.

2. Tout accord complémentaire de cette nature entrera en vigueur, pour chaque Etat Contractant, après avoir été accepté conformément aux dispositions de l'Acte constitutif et du Règlement intérieur de la FAO.

ARTICLE IV

Organisation nationale de la protection des végétaux

1. Chaque Etat Contractant s'engage à prendre les dispositions nécessaires pour organiser, dans le plus bref délai et dans la mesure de ses possibilités:

a) Une organisation officielle de la protection des végétaux, principalement chargée:

- i) De l'inspection des végétaux sur pied, des terres cultivées (y compris les champs, les plantations, les pépinières et les serres) et des végétaux et produits végétaux emmagasinés ou en cours de transport, en vue particulièrement de signaler l'existence, l'apparition et la propagation des maladies et ennemis des végétaux et de lutter contre ces maladies et ennemis;
- ii) De l'inspection des envois de végétaux et produits végétaux faisant l'objet d'échanges internationaux, et, dans la mesure du possible, de l'inspection d'autres articles ou produits transportés faisant l'objet d'échanges internationaux dans des conditions telles qu'ils peuvent être occasionnellement les véhicules de maladies et d'ennemis des végétaux, et produits végétaux, de l'inspection et de la surveillance des installations d'emmagasinage et des moyens de transport de tout ordre intervenant dans les échanges internationaux, qu'il s'agisse de végétaux et produits végétaux ou d'autres produits, en vue particulièrement d'empêcher la propagation au-delà des frontières nationales de maladies et ennemis de végétaux et produits végétaux;
- iii) De la désinfection ou de la désinfection des envois de végétaux et produits végétaux faisant l'objet d'échanges internationaux, ainsi que des récipients, installations d'emmagasinage et moyens de transport de tout ordre qui sont utilisés;
- iv) De la délivrance de certificats concernant l'état phyto-sanitaire et la provenance des envois de végétaux et produits végétaux (désignés ci-après sous la dénomination de «certificats phyto-sanitaires»);

b) La diffusion, sur le plan national, de renseignements sur les maladies et ennemis des végétaux et produits végétaux et des moyens de prévention et de lutte;

c) La recherche et l'enquête dans le domaine de la protection des végétaux.

2. Chaque Etat Contractant présentera au directeur général de la FAO un rapport décrivant la portée de son organisation nationale pour la protection des végétaux et les modifications qui sont apportées à cette organisation; le directeur général de la FAO communiquera ce dernier à tous les Etats Contractants.

ARTICLE V

Certificats phyto-sanitaires

1. Chaque Etat Contractant prendra les dispositions nécessaires pour délivrer des certificats phyto-sanitaires, conformes tant à la réglementation sur la protection des végétaux en vigueur dans les autres Etats Contractants, qu'aux prescriptions suivantes:

a) Les fonctions de l'inspection des envois et de la délivrance des certificats ne pourront être remplies que par des agents techniquement compétents et dûment autorisés, ou sous leur autorité, agissant dans des conditions et disposant de renseignements de nature à permettre aux autorités des pays importateurs d'accepter lesdits certificats comme des documents dignes de foi.

b) Les certificats ayant pour objet les végétaux destinés à la plantation ou à la multiplication devront être libellés conformément au modèle reproduit en annexe à la présente Convention, et fournir en outre toute déclaration supplémentaire exigée par les autorités du pays importateur; le modèle de certificat peut être également utilisé, le cas échéant, pour d'autres végétaux et pour les produits végétaux à condition de ne pas contrevenir aux exigences du pays importateur.

c) Ces certificats ne comportent aucune correction ou suppression.

2. Chaque Etat Contractant s'engage à ne pas exiger, pour accompagner les envois de végétaux importés dans son territoire aux fins de plantation ou de multiplication, des certificats phyto-sanitaires ne répondant pas au modèle reproduit en annexe à la présente Convention.

ARTICLE VI

Dispositions concernant les importations

1. Chaque Etat Contractant a toute autorité pour réglementer l'importation des végétaux et des produits végétaux, afin de lutter contre l'introduction des maladies et ennemis des végétaux sur son territoire et, dans ce but, il peut:

a) Imposer des restrictions ou des conditions à l'importation des végétaux ou produits végétaux;

b) Interdire l'importation de certains végétaux ou produits végétaux ou de certains lots de végétaux ou produits végétaux;

c) Inspecter ou mettre en quarantaine des envois déterminés de végétaux ou produits végétaux;

d) Procéder à la désinfection, à la désinfection ou à la destruction d'envois déterminés de végétaux ou produits végétaux, exiger la désinfection, la désinfection ou la destruction desdits envois, ou même en interdire l'entrée.

2. Afin d'entraver le moins possible le commerce internationale, chaque Etat Contractant effectuera la surveillance visée au paragraphe 1 du présent article, en se conformant aux dispositions suivantes:

a) Les Etats Contractants ne doivent prendre, en vertu de leur réglementation sur la protection des végétaux, aucune des mesures mentionnées au paragraphe 1 du présent article, à moins que celles-ci ne répondent à des nécessités d'ordre phyto-sanitaire.

b) Tout Etat Contractant qui impose des restrictions ou des conditions à l'importation des végétaux et pro-

duits végétaux dans son territoire doit publier lesdites restrictions ou conditions et les communiquer immédiatement aux services de protection des végétaux des autres Etats Contractants et à la FAO.

c) Tout Etat Contractant qui interdit, conformément à sa réglementation sur la protection des végétaux, l'importation de végétaux ou produits végétaux, doit publier sa décision motivée et mettre immédiatement au courant les services de protection des végétaux des autres Etats Contractants et la FAO.

d) Tout Etat Contractant qui limite les points d'entrée pour l'importation de certains végétaux ou produits végétaux doit choisir lesdits points de manière à ne pas entraver sans nécessité le commerce international. L'Etat Contractant doit publier une liste de ces derniers et la communiquer aux services de protection des végétaux des autres Etats Contractants et à la FAO. Toute restriction de cet ordre ne sera autorisée que si les végétaux ou produits végétaux en cause doivent être accompagnés de certificats phyto-sanitaires ou soumis à une inspection ou à un traitement.

e) L'inspection, par les services de protection des végétaux d'un Etat Contractant, des envois de végétaux destinés à l'importation doit s'effectuer dans le plus bref délai possible, en tenant dûment compte de la nature périssable de ces végétaux. Si un envoi est reconnu non conforme aux conditions exigées par la législation de l'Etat importateur en matière de protection des végétaux, le service de protection des végétaux de l'Etat exportateur doit en être informé. Si la destruction totale ou partielle de l'envoi est effectuée, un procès-verbal officiel doit être transmis sans délai au service de protection des végétaux de l'Etat exportateur.

f) Les Etats Contractants doivent prendre les dispositions nécessaires pour que, tout en assurant la sauvegarde de leur production végétale, soit réduit au minimum le nombre de cas dans lesquels un certificat phyto-sanitaire est exigé à l'importation des végétaux ou produits végétaux non destinés à la plantation, tels que les céréales, fruits, légumes et fleurs coupées.

g) Les Etats Contractants peuvent prendre des dispositions en vue de l'importation, aux fins de recherche scientifique, de végétaux et produits végétaux et d'échantillons d'ennemis et organismes pathogènes des végétaux, en s'assurant pleinement des précautions nécessaires pour empêcher le risque de propagation de ces maladies et ennemis des végétaux.

3. Les dispositions du présent article ne sont pas applicables au transit à travers le territoire des Etats Contractants, à moins qu'elles ne soient nécessaires à la protection des végétaux de ces Etats.

ARTICLE VII

Collaboration internationale

Les Etats Contractants collaboreront dans toute la mesure possible à la réalisation des buts de la présente Convention, notamment de la manière suivante:

a) Chaque Etat Contractant, tout en utilisant pleinement les possibilités et les services offerts dans ce domaine par les organisations existantes, s'engage à collaborer avec la FAO en vue de l'organisation d'un service mondial de renseignements sur les maladies et ennemis des végétaux et, dès la création de ce dernier, à fournir périodiquement à la FAO les renseignements ci-après:

i) Les rapports concernant la manifestation, l'apparition et la propagation sur son territoire des maladies et ennemis des végétaux présentant une importance du point de vue écono-

mique et un danger immédiat ou une possibilité de danger;

ii) La description de méthodes de lutte contre les maladies et ennemis des végétaux et produits végétaux dont il a éprouvé l'efficacité.

b) En participant, dans toute la mesure du possible, à toute campagne particulière de lutte contre les maladies ou ennemis des végétaux qui constituent une sérieuse menace pour les récoltes, et dont la gravité exige une action sur le plan international.

ARTICLE VIII

Organisation régionale de la protection des végétaux

1. Les Etats Contractants s'engagent à collaborer pour instituer dans les régions appropriées des organisations régionales pour la protection des végétaux.

2. Ces organisations assureront un rôle coordinateur dans les régions de leur compétence et prendront part à différentes activités en vue de réaliser les objectifs de la présente Convention.

ARTICLE IX

Règlement des différends

1. En cas de contestation sur l'interprétation ou l'application de la présente Convention, ou encore lorsqu'un des Etats Contractants considère qu'une action entreprise par un autre Etat Contractant est incompatible avec les obligations que lui imposent les articles v et vi de la présente Convention, particulièrement en ce qui concerne les motifs d'une interdiction ou d'une restriction de l'entrée de végétaux ou produits végétaux provenant de son territoire, l'Etat ou les Etats intéressés peuvent demander au directeur général de la FAO de désigner un comité chargé d'examiner le différend.

2. Dans ce cas, le directeur général de la FAO, en consultation avec les gouvernements intéressés, désignera un comité d'experts, qui comprendra des représentants desdits gouvernements. Ce comité examinera le différend en tenant compte de tous les documents et éléments probatoires utiles présentés par les Etats intéressés. Le comité soumettra un rapport au directeur général de la FAO, qui le communiquera aux Etats intéressés et aux autres Etats Contractants.

3. Tout en ne reconnaissant pas aux recommandations de ce comité un caractère obligatoire, les Etats Contractants conviennent de les prendre pour base de tout nouvel examen, par les Etats intéressés, de la question se trouvant à l'origine de la contestation.

4. Les gouvernements intéressés supporteront une part égale des frais de la mission confiée aux experts.

ARTICLE X

Substitution aux accords antérieurs

La présente Convention met fin et se substitue, dans les relations entre les parties contractantes, à la Convention internationale phylloxérique du 3 novembre 1881, à la Convention additionnelle de Berne du 15 avril 1889 et à la Convention internationale de Rome du 16 avril 1929 sur la protection des végétaux.

ARTICLE XI

Applications territoriales

1. Tout Etat peut, à la date de la ratification ou de l'adhésion ou à tout moment après cette date, communiquer au directeur général de la FAO une déclaration indiquant que la présente Convention est applicable à

tout ou partie des territoires dont il assure la représentation sur le plan international. Cette décision prendra effet trente jours après réception par le directeur général de la déclaration portant désignation desdits territoires.

2. Tout Etat que a transmis au directeur général de la FAO une déclaration, conformément au paragraphe 1 du présent article, peut à tout moment communiquer une nouvelle déclaration modifiant la portée d'une déclaration précédente, ou mettant fin à l'application des dispositions de la présente Convention dans n'importe quel territoire. Cette déclaration prendra effet trente jours après la date de sa réception par le directeur général.

3. Le directeur général de la FAO informera tous les Etats signataires ou adhérents des déclarations qu'il aura reçues par application du présent article.

ARTICLE XII

Ratification et adhésion

1. La présente Convention est ouverte à la signature de tous les Etats jusqu'au 1^{er} mai 1952, et sera ratifiée le plus tôt possible. Les instruments de ratification seront déposés auprès du directeur général de la FAO, qui avisera chaque Etat signataire de la date de ce dépôt.

2. Les Etats qui n'ont pas signé la présente Convention seront admis à y adhérer dès qu'elle sera entrée en vigueur, conformément à l'article XIV. L'adhésion s'effectuera par le dépôt d'un instrument d'adhésion auprès du directeur général de la FAO, qui en avisera chacun des Etats signataires et adhérents.

ARTICLE XIII

Amendement

1. Toute proposition d'amendement à la présente Convention introduite par un Etat Contractant doit être soumise au directeur général de la FAO.

2. Toute proposition d'amendement introduite par un Etat Contractant et reçue par le directeur général de la FAO doit être présentée pour approbation à la Conférence de la FAO, réunie en session ordinaire ou spéciale; si l'amendement implique d'importantes modifications d'ordre technique ou impose de nouvelles obligations aux Etats Contractants, il sera étudié par un comité consultatif d'experts convoqué par la FAO avant la Conférence.

3. Toute proposition d'amendement sera notifiée aux Etats Contractants par le directeur général de la FAO, au plus tard à la date de l'envoi de l'ordre du jour de la session de la Conférence où doit être examinée cette proposition.

4. Toute proposition d'amendement doit être adoptée par la Conférence de la FAO, et prend effet à compter du trentième jour qui suit son acceptation par les deux tiers des Etats Contractants. Toutefois les amendements qui impliquent de nouvelles obligations à la charge des Etats Contractants ne prennent effet, pour tout Etat Contractant, qu'après avoir été acceptés par lui et à compter du trentième jour qui suit cette acceptation.

5. Les instruments d'acceptation des amendements qui impliquent de nouvelles obligations doivent être déposés auprès du directeur général de la FAO, qui informera tous les Etats Contractants de la réception desdits instruments et de l'entrée en vigueur desdits amendements.

ARTICLE XIV

Entrée en vigueur

La présente Convention entrera en vigueur entre les parties lorsque trois Etats signataires l'auront ratifiée.

Elle entrera en vigueur pour les autres Etats à la date du dépôt de leur instrument de ratification ou d'adhésion.

ARTICLE XV

Dénonciations

1. Chacun des Etats Contractants peut à tout moment faire connaître qu'il dénonce la présente Convention par notification adressée au directeur général de la FAO. Le directeur général en informera immédiatement tous les Etats signataires ou adhérents.

2. La dénonciation ne produira ses effets qu'un an après la date de réception de la notification par le directeur général de la FAO.

Annexe

Certificat phyto-sanitaire, modèle

SERVICE DE LA PROTECTION DES VÉGÉTAUX DE ... N° ...

Il est certifié que les végétaux, parties de végétaux ou produits végétaux décrits ci-dessous ont été minutieusement examinés, en totalité ou sur échantillon représentatif le (date) ... par (nom) ... agent autorisé du (service) ... et sont, à sa connaissance, jugés pratiquement indemnes d'ennemis et maladies dangereux des cultures; et que l'envoi est estimé conforme aux réglementations phyto-sanitaires actuellement en vigueur dans le pays importateur, ainsi qu'il est spécifié dans la déclaration supplémentaire ci-après ou par ailleurs.

Fumigation ou désinfection (à remplir sur la demande du pays importateur):

Date ... Traitement ...

Durée du traitement ... Produit chimique utilisé et concentration ...

Déclaration supplémentaire

Fait à ... le ... 19...

...
(Signature)

...
(Fonction)

(Cachet du service)

Description de l'envoi

Nom, prénom et adresse de l'expéditeur: ...

Nom, prénom et adresse du destinataire: ...

Nombre et nature des colis: ...

Marque des colis: ...

Provenance (sur la demande du pays importateur): ...

Moyen de transport: ...

Point d'entrée: ...

Contenu de l'envoi: ...

Nom botanique (sur la demande du pays importateur): ...

Fait à Rome, Italie, le 6 décembre 1951, en un seul exemplaire en anglais, français et espagnol, chaque texte faisant également foi. Les originaux seront déposés dans les archives de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture. Des copies certifiées conformes seront remises par le directeur général de l'Organisation des Nations Unies pour l'Alimentation et l'Agriculture à chacun des Etats signataires ou adhérents.

TRADUÇÃO

Convenção Internacional Fitossanitária

Preâmbulo

As Partes Contratantes, reconhecendo a utilidade de uma cooperação internacional na luta contra as doenças e os inimigos das plantas e produtos vegetais e nomeadamente contra a introdução e propagação dessas doenças e inimigos além das fronteiras nacionais, no desejo de assegurar uma estreita coordenação das medidas destinadas a estes fins, acordaram no que segue:

ARTIGO I

Objecto e obrigações

1. Com o fim de assegurar uma acção comum e eficaz na luta contra a introdução e propagação das doenças e inimigos das plantas e produtos vegetais e com o fim de promover a adopção de medidas para esse efeito, os Estados Contratantes comprometem-se a tomar as medidas legislativas, técnicas e regulamentares especificadas na presente Convenção e nos acordos complementares adoptados pelos Estados Contratantes, em conformidade com o artigo III.

2. Cada um dos Estados Contratantes compromete-se a velar, no seu território, pela aplicação das medidas prescritas na presente Convenção.

ARTIGO II

Âmbito de aplicação

1. Na presente Convenção o termo «plantas» designa as plantas vivas e partes de plantas vivas, incluindo as sementes, cuja importação os Estados Contratantes julguem necessário fiscalizar, nos termos do artigo VI da presente Convenção ou cujo estado fitossanitário entendam dever ser certificado nos termos do artigo IV, parágrafo 1, alínea a), subalínea iv), e do artigo V da presente Convenção; o termo «produtos vegetais» designa os produtos não manufacturados e moídos de origem vegetal, incluindo as sementes não abrangidas na definição do termo «plantas».

2. O disposto na presente Convenção pode igualmente aplicar-se, caso os Estados Contratantes o julguem conveniente, aos armazéns, recipientes, aos meios de transporte, material de acondicionamento e outros materiais de qualquer natureza, acompanhando as plantas, tais como a terra, que intervenham no transporte internacional das plantas e produtos vegetais.

3. A presente Convenção refere-se especialmente às doenças e aos inimigos das plantas de importância para o comércio internacional.

ARTIGO III

Acordos complementares

1. A Organização das Nações Unidas para a Alimentação e Agricultura (adiante designada por «FAO») poderá, por recomendação de um Estado Contratante ou por sua própria iniciativa, e com o fim de resolver, no campo da protecção fitossanitária, problemas especiais que necessitem uma atenção ou soluções particulares, propor acordos complementares aplicáveis a certas regiões, a determinadas doenças ou inimigos, a plantas e produtos vegetais especificados, ou a certos meios de transporte internacional de plantas e produtos vegetais.

Poderá também propor outros acordos que de qualquer outro modo completem as disposições desta Convenção.

2. Qualquer acordo complementar desta natureza entrará em vigor, para cada um dos Estados Contratantes, depois de ter sido aceite, em conformidade com as disposições do acto de constituição e do regulamento interno da FAO.

ARTIGO IV

Organização nacional fitossanitária

1. Cada um dos Estados Contratantes compromete-se a tomar as disposições necessárias para organizar no mais curto prazo e na medida das suas possibilidades:

a) Uma organização oficial de protecção fitossanitária encarregada principalmente:

i) Da inspecção das culturas, dos terrenos cultivados, incluindo campos, plantações, viveiros e estufas, e das plantas e produtos vegetais armazenados ou em trânsito, especialmente com o fim de assinalar a existência, o aparecimento e a propagação das doenças e inimigos das plantas e de combatê-los;

ii) Da inspecção das remessas de plantas e produtos vegetais, objecto de trocas internacionais, e, na medida do possível, da inspecção de outros artigos ou produtos transportados, objecto de trocas internacionais, em condições tais que possam ser ocasionalmente veículos de doenças e inimigos das plantas e produtos vegetais; da inspecção e vigilância das instalações de armazenamento e dos meios de transporte de qualquer ordem que intervenham nas trocas internacionais, quer se trate de plantas e produtos vegetais, quer de outros produtos, especialmente com o fim de impedir a propagação, além das fronteiras nacionais, de doenças e inimigos das plantas e produtos vegetais;

iii) Da desinfestação ou desinfecção das remessas de plantas e produtos vegetais, objecto de trocas internacionais, assim como dos recipientes, instalações de armazenamento e meios de transporte de qualquer ordem utilizados;

iv) Da passagem de certificados referentes ao estado fitossanitário e à proveniência das remessas de plantas e produtos vegetais (adiante designados por «certificados fitossanitários»);

b) A difusão, no plano nacional, de informações acerca das doenças e inimigos das plantas e produtos vegetais, assim como dos meios de prevenção e de luta;

c) A investigação e os inquéritos referentes à protecção fitossanitária.

2. Cada um dos Estados Contratantes apresentará ao director-geral da FAO uma descrição da sua organização nacional fitossanitária e das alterações que forem introduzidas nessa organização; o director-geral da FAO dará delas conhecimento a todos os Estados Contratantes.

ARTIGO V

Certificados fitossanitários

1. Cada um dos Estados Contratantes tomará as disposições necessárias para a passagem de certificados

fitossanitários, em conformidade tanto com a regulamentação fitossanitária em vigor nos outros Estados Contratantes como com as seguintes prescrições:

a) As funções de inspecção das remessas e de passagem dos certificados não poderão ser desempenhadas senão por funcionários tecnicamente competentes e devidamente autorizados, ou sob a sua autoridade, trabalhando em condições e dispondo de informações tais que permitam às autoridades dos países importadores aceitar os referidos certificados como documentos dignos de fé.

b) Os certificados referentes a plantas destinadas a plantação ou multiplicação deverão ser redigidos conforme o modelo reproduzido em anexo à presente Convenção e mencionar, além disso, qualquer declaração suplementar que seja exigida pelas autoridades do país importador; o modelo de certificado pode ser igualmente utilizado, se for caso disso, para outras plantas e para os produtos vegetais, desde que não contrarie as exigências do país importador.

c) Os certificados não podem ter emendas ou rasuras.

2. Cada um dos Estados Contratantes compromete-se a não exigir que as remessas de plantas importadas no seu território, para plantação ou propagação, sejam acompanhadas de certificados fitossanitários que não correspondam ao modelo reproduzido no anexo à presente Convenção.

ARTIGO VI

Disposições referentes às importações

1. Cada um dos Estados Contratantes tem inteira autoridade para regulamentar a importação de plantas e produtos vegetais, com o fim de lutar contra a introdução das doenças e inimigos das plantas no seu território, e, para esse efeito, pode:

a) Impor restrições ou condições à importação de plantas ou produtos vegetais;

b) Proibir a importação de determinadas plantas ou produtos vegetais ou de determinadas remessas de plantas ou produtos vegetais;

c) Inspeccionar ou pôr em quarentena determinadas remessas de plantas ou produtos vegetais;

d) Proceder à desinfecção, à desinfestação ou à destruição de determinadas remessas de plantas ou produtos vegetais; exigir a desinfecção, a desinfestação ou a destruição das referidas remessas ou até proibir a sua entrada.

2. Com o fim de entravar o menos possível o comércio internacional, cada um dos Estados Contratantes tomará as medidas mencionadas no parágrafo 1 do presente artigo, conformando-se com as seguintes disposições:

a) Os Estados Contratantes não devem tomar, ao abrigo da sua regulamentação de protecção fitossanitária, qualquer das medidas mencionadas no parágrafo 1 do presente artigo, a menos que estas correspondam a necessidades de ordem fitossanitária.

b) Qualquer dos Estados Contratantes que imponha restrições ou condições à importação de plantas e produtos vegetais no seu território deve publicar as ditas restrições ou condições e comunicá-las imediatamente aos serviços de protecção fitossanitária dos outros Estados Contratantes e à FAO.

c) Qualquer Estado Contratante que proíba, de harmonia com a sua regulamentação fitossanitária, a importação de plantas ou produtos vegetais deve publicar a sua decisão devidamente fundamentada e levar imediatamente o facto ao conhecimento dos serviços de protecção fitossanitária dos outros Estados Contratantes e da FAO.

d) Qualquer Estado Contratante que limite os pontos de entrada para a importação de determinadas plantas

ou produtos vegetais deverá escolher os referidos pontos de modo a não entravar sem necessidade o comércio internacional. O Estado Contratante deverá publicar uma lista destes pontos e comunicá-la aos serviços de protecção fitossanitária dos outros Estados Contratantes e à FAO. Qualquer restrição desta natureza só poderá ser autorizada se as plantas ou produtos vegetais em causa devam ser acompanhados de certificados fitossanitários ou submetidos a uma inspecção ou a qualquer tratamento.

e) A inspecção, por parte dos serviços de protecção fitossanitária de um Estado Contratante, das remessas de plantas destinadas à importação deve ser efectuada no prazo mais breve possível, tendo na devida conta o risco de deterioração das plantas. Se qualquer remessa for reconhecida como não conforme às condições exigidas pela legislação fitossanitária do Estado importador, deve esse facto ser comunicado aos serviços de protecção fitossanitária do Estado exportador. Se a remessa for destruída, total ou parcialmente, deve o respectivo auto ser enviado sem demora aos serviços de protecção fitossanitária do Estado exportador.

f) Os Estados Contratantes devem tomar as disposições necessárias para que, embora assegurando a salvaguarda da sua produção vegetal, seja reduzido ao mínimo o número de casos em que é exigido um certificado fitossanitário para a importação de plantas ou produtos vegetais não destinados à plantação, tais como cereais, frutas, legumes e flores cortadas.

g) Os Estados Contratantes podem tomar disposições para que a importação, para fins de investigação científica, de plantas e produtos vegetais e de amostras de inimigos e organismos patogénicos das plantas seja feita com as precauções necessárias para impedir o risco de propagação dessas doenças e inimigos das plantas.

3. As disposições do presente artigo não se aplicam ao trânsito através do território dos Estados Contratantes, a menos que sejam necessárias para a protecção fitossanitária desses Estados.

ARTIGO VII

Colaboração internacional

Os Estados Contratantes colaborarão, na maior medida possível, para a realização dos fins da presente Convenção, nomeadamente da seguinte maneira:

a) Cada um dos Estados Contratantes, embora utilizando plenamente as possibilidades e os serviços oferecidos neste campo pelas organizações existentes, compromete-se a colaborar com a FAO na organização de um serviço mundial de informações acerca das doenças e inimigos das plantas e, uma vez este criado, a fornecer periodicamente à FAO as seguintes informações:

i) Dados sobre a existência, aparecimento e disseminação no seu território das doenças e inimigos das plantas com interesse económico e que representem um perigo imediato ou uma possibilidade de perigo;

ii) Descrição dos métodos de combate considerados eficazes contra as doenças e inimigos das plantas e produtos vegetais.

b) Participando na medida do possível em qualquer campanha especial de combate às doenças ou inimigos das plantas que constituam uma séria ameaça para as culturas e cuja gravidade exija uma acção no plano internacional.

ARTIGO VIII

Organizações regionais da protecção fitossanitária

1. Os Estados Contratantes comprometem-se a colaborar na instituição, nas regiões apropriadas, de organizações regionais de protecção fitossanitária.

2. Estas organizações desempenharão um papel de coordenação nas áreas da sua competência e tomarão parte em várias actividades, tendo em vista a realização dos fins da presente Convenção.

ARTIGO IX

Resolução de litígios

1. Em caso de divergência acerca da interpretação ou aplicação da presente Convenção, ou ainda quando qualquer dos Estados Contratantes considerar que uma acção empreendida por qualquer outro Estado Contratante é incompatível com as obrigações que lhe são impostas pelos artigos v e vi da presente Convenção, nomeadamente no que se refere aos motivos de proibição ou restrição à entrada de plantas ou produtos vegetais provenientes do seu território, o Estado ou os Estados interessados poderão solicitar do director-geral da FAO a nomeação de uma comissão encarregada de examinar o litígio.

2. Neste caso o director-geral da FAO, consultados os Governos interessados, designará uma comissão de peritos, da qual farão parte representantes dos referidos Governos. Esta comissão examinará o litígio, tendo em conta todos os documentos e elementos de prova pertinentes apresentados pelos Estados interessados. A comissão apresentará um relatório ao director-geral da FAO, que dele dará conhecimento aos Estados interessados e aos outros Estados Contratantes.

3. Embora sem reconhecer às recomendações desta comissão qualquer carácter obrigatório, os Estados Contratantes concordam em tomá-las como base de qualquer novo exame, por parte dos Estados interessados, da questão que originou o litígio.

4. Os Governos interessados suportarão em partes iguais os encargos da missão confiada aos peritos.

ARTIGO X

Substituição dos acordos anteriores

A presente Convenção põe fim e substitui-se, nas relações entre as Partes Contratantes, à Convenção internacional sobre a filoxera de 3 de Novembro de 1881, à Convenção adicional de Berna de 15 de Abril de 1889 e à Convenção internacional de Roma de 16 de Abril de 1929 sobre a protecção das plantas.

ARTIGO XI

Aplicações territoriais

1. Qualquer Estado pode, na data da ratificação ou da adesão ou em qualquer altura depois desta data, enviar ao director-geral da FAO a declaração de que a presente Convenção se aplica à totalidade ou a parte dos territórios de que assegura a representação internacional. Esta decisão produzirá efeito trinta dias depois de o director-geral ter recebido a declaração mencionando os referidos territórios.

2. Qualquer Estado que tenha enviado ao director-geral da FAO uma declaração nos termos do parágrafo 1 do presente artigo poderá em qualquer altura enviar uma nova declaração alterando o âmbito da declaração anterior ou pondo termo à aplicação das disposições da presente Convenção em qualquer dos seus ter-

ritórios. Esta declaração produzirá efeito trinta dias depois da sua recepção pelo director-geral.

3. O director-geral da FAO comunicará a todos os Estados signatários ou aderentes as declarações que tiver recebido em execução do presente artigo.

ARTIGO XII

Ratificação e adesão

1. A presente Convenção fica aberta à assinatura de todos os Estados até 1 de Maio de 1952 e será ratificada no mais breve prazo possível. Os instrumentos de ratificação serão depositados junto do director-geral da FAO, que comunicará a cada um dos Estados signatários a data desse depósito.

2. Os Estados que não tiverem assinado a presente Convenção poderão aderir a ela a partir da sua entrada em vigor, em conformidade com o artigo xiv. A adesão efectuar-se-á pelo depósito de um instrumento de adesão junto do director-geral da FAO, o qual dele dará conhecimento a cada um dos Estados signatários e aderentes.

ARTIGO XIII

Emendas

1. Qualquer proposta de emenda à presente Convenção, apresentada por um Estado Contratante, deverá ser submetida ao director-geral da FAO.

2. Qualquer proposta de emenda apresentada por um Estado Contratante e recebida pelo director-geral da FAO deverá ser apresentada para aprovação à conferência da FAO, reunida em sessão ordinária ou especial; se a emenda implicar alterações importantes de ordem técnica ou impuser novas obrigações aos Estados Contratantes, será estudada por uma comissão consultiva de peritos convocada pela FAO antes da conferência.

3. Qualquer proposta de emenda será notificada aos Estados Contratantes pelo director-geral da FAO, o mais tardar na data da expedição da ordem do dia da sessão da Conferência em que essa proposta deve ser examinada.

4. Qualquer proposta de emenda deverá ser adoptada pela Conferência da FAO e produzirá efeito no trigésimo dia, a partir da data da sua aprovação por dois terços dos Estados Contratantes. No entanto, as emendas que impliquem novas obrigações para os Estados Contratantes só produzirão efeito, em relação a qualquer Estado Contratante, depois de terem sido aceites por ele e a partir do trigésimo dia posterior a essa aceitação.

5. Os instrumentos de aceitação das emendas que impliquem novas obrigações devem ser depositados junto do director-geral da FAO, que comunicará a todos os Estados Contratantes a recepção dos referidos instrumentos e a entrada em vigor das mencionadas emendas.

ARTIGO XIV

Entrada em vigor

A presente Convenção entrará em vigor entre as Partes Contratantes quando tiver sido ratificada por três dos Estados signatários. Entrará em vigor para os outros Estados na data do depósito do seu instrumento de ratificação ou adesão.

ARTIGO XV

Denúncia

1. Cada um dos Estados Contratantes pode em qualquer altura participar que denuncia a presente Convenção, por meio de notificação dirigida ao director-geral

da FAO. O director-geral comunicará imediatamente o facto a todos os Estados signatários ou aderentes.

2. A denúncia só produzirá efeito um ano depois da data da recepção da notificação pelo director-geral da FAO.

Anexo

Modelo de certificado fitossanitário

SERVIÇO DE PROTECÇÃO FITOSSANITÁRIA DE . . . , N.º . . .

Certifica-se que as plantas, partes de plantas ou produtos vegetais que constituem a remessa abaixo descrita foram cuidadosamente inspeccionados, na totalidade ou em parte representativa, em (data) . . . , por (nome) . . . , funcionário autorizado do (serviço) . . . , e considerados praticamente isentos de doenças e inimigos perigosos das culturas; e que a mesma remessa é considerada nas condições exigidas pelos regulamentos fitossanitários em vigor no país importador, tal como se especifica nas declarações eventuais ou noutro lugar.

Fumigação ou desinfectação (a preencher quando exigida pelo país importador):

Data . . . Tratamento . . .

Duração do tratamento . . . Produto químico utilizado e concentração . . .

Publique-se e cumpra-se como nele se contém.

Paços do Governo da República, 9 de Abril de 1955. — FRANCISCO HIGINO CRAVEIRO LOPES — *António de Oliveira Salazar — João Pinto da Costa Leite — Fernando dos Santos Costa — Joaquim Trigo de Negreiros — João de Matos Antunes Varela — Artur Águedo de Oliveira — Américo Deus Rodrigues Thomaz — Paulo Arsénio Viríssimo Cunha — Eduardo de Arantes e Oliveira — Manuel Maria Sarmento Rodrigues — Fernando Andrade Pires de Lima — Ulisses Cruz de Aguiar Cortês — Manuel Gomes de Araújo — José Soares da Fonseca.*

Para ser presente à Assembleia Nacional.

Declarações eventuais

Feita em . . . , em . . . 19. . .

...
(Assinatura)

...
(Função)

(Selo do serviço)

Descrição da remessa

Nome e endereço do exportador: . . .
Nome e endereço do destinatário: . . .
Número e natureza dos volumes: . . .
Marca dos volumes: . . .
Proveniência (quando exigida pelo país importador): . . .
Meio de transporte: . . .
Ponto de entrada: . . .
Natureza da mercadoria: . . .
Nome botânico (quando exigido pelo país importador): . . .

Feito em Roma, Itália, em 6 de Dezembro de 1951, em um único exemplar em inglês, francês e espanhol, cada um dos textos fazendo igualmente fé. Os originais serão depositados nos arquivos da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura. Cópias autenticadas serão entregues pelo director-geral da Organização das Nações Unidas para a Alimentação e a Agricultura a cada um dos Estados signatários ou aderentes.